



**MINISTÈRE  
DE L'AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE ET  
DE LA DÉCENTRALISATION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Mission d'assistance au pilotage des démarches qualité dans les services routiers du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD) et d'appui aux acteurs de la démarche qualité en administration centrale et services déconcentrés

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

Numéro de consultation : DGITM-DMR-TEDET-25-2024

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

# TABLE DES MATIERES

Article 1-	Dispositions relatives à l'accord-cadre mono-attributaire.....	4
1.1	Acheteur.....	4
1.2	Titulaire .....	4
Article 2-	Caractéristiques principales de l'accord-cadre mono-attributaire .....	5
2.1	Contexte et objet de l'accord-cadre mono-attributaire.....	5
2.2	Allotissement .....	6
2.3	Forme et étendue de l'accord-cadre .....	6
2.4	Durée de l'accord-cadre mono-attributaire.....	6
2.5	Fractionnement des prestations.....	7
2.6	Lieux d'exécution des prestations .....	7
2.7	Documents contractuels .....	7
2.8	Marchés de prestations similaires .....	7
Article 3-	Considérations sociales .....	7
Article 4-	Considérations environnementales .....	8
Article 5-	Traitement de données à caractère personnel.....	8
Article 6-	Conditions d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire.....	9
6.1	Emission et exécution des bons de commande.....	9
6.2	Représentation des parties.....	10
6.2.1	Représentation de l'acheteur .....	10
6.2.2	Représentation du titulaire, composition de l'équipe et remplacement des intervenants .....	10
6.3	Assistance technique pour le pilotage des prestations.....	10
6.4	Exigences relatives aux prestations .....	10
6.5	Délais d'exécution des prestations .....	11
6.6	Obligations du titulaire .....	11
6.6.1	Obligation de conseil .....	11
6.6.2	Obligation d'information.....	11
6.7	Confidentialité et secret des affaires .....	11
6.8	Mesures de sécurité.....	12
6.9	Responsabilité du titulaire.....	12
6.10	Valorisation des ordres de services .....	12
6.11	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	13
6.12	Conflit d'intérêts.....	13
6.13	Garanties .....	13
6.14	Clause de réexamen .....	13
6.15	Primes .....	13
6.16	Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance .....	13
Article 7-	Régime financier .....	14
7.1	Forme et contenu des prix .....	14
7.2	Variation des prix.....	14
7.3	Avances .....	14

7.4	Modalités financières .....	15
7.4.1	Répartition des paiements et suivi financier .....	15
7.4.2	Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s) .....	15
7.4.3	Intérêts moratoires .....	15
7.5	Modalités de facturation .....	16
7.5.1	Mentions obligatoires .....	16
7.5.2	Taux de TVA .....	16
7.5.3	Monnaies .....	17
7.6	Transmission des factures .....	17
7.7	Nantissement et cession de l'accord-cadre mono-attributaire.....	17
Article 8-	Pénalités.....	18
8.1	Pénalités de retard dans l'exécution des prestations (productions écrites : rapports d'audits, études, ...).....	18
8.2	Pénalités liées à l'exécution des prestations (réunions, formations) .....	19
8.3	Pénalités liées aux obligations de sécurité ou de confidentialité.....	19
8.4	Pénalités liées aux considérations environnementales.....	19
Article 9-	Régime des droits de propriété intellectuelle .....	19
9.1	Régime des droits de propriété intellectuelle appliquée aux études.....	19
9.2	Régime des droits de propriété intellectuelle appliqué aux supports de formation .....	19
Article 10-	Dispositions diverses.....	20
10.1	Sous-traitance .....	20
10.2	Assurances .....	20
10.3	Autres obligations administratives .....	21
10.4	Changement affectant le titulaire.....	21
10.5	Résiliation.....	21
10.6	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	22
10.7	Différends.....	24
10.8	Litiges et contentieux .....	25
Article 11-	Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de public .....	25
11.1	Evaluation sur la qualité du service rendu.....	25
11.2	Capitalisation.....	25
11.3	Identification du titulaire.....	25
11.4	Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration .....	26
11.5	Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics.....	26
11.6	L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR .....	26
Article 12-	Annexes.....	27
Article 13-	Dérogations au CCAG-PI .....	27

# Article 1 - Dispositions relatives à l'accord-cadre mono-attributaire

## 1.1 Acheteur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD) Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités (DGITM) Direction des Mobilités Routières (DMR) Département de la Transition Ecologique, de la Doctrine et de l'Expertise Technique (TEDET)
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia – 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Madame Sandrine CHINZI, Directrice des Mobilités Routières ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191 59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	Le Département de la Transition Ecologique, de la Doctrine et de l'Expertise Technique (TEDET) représenté par : Monsieur Eric OLLINGER, Chef du département Monsieur Pascal ROSSIGNY, Adjoint au chef de département et responsable assurance qualité (RAQ) Messieurs André HORTH et Aymeric AUDIGE, respectivement pilote et copilote du processus « <i>Animer les démarches qualité des services déconcentrés</i> » Madame Pauline SAINT-VENANT, chargée signalisation et gestion, en charge du suivi financier
Courriel	<a href="mailto:tedet.dmr.dgitm@developpement-durable.gouv.fr">tedet.dmr.dgitm@developpement-durable.gouv.fr</a> <a href="mailto:eric.ollinger@developpement-durable.gouv.fr">eric.ollinger@developpement-durable.gouv.fr</a> <a href="mailto:pascal.rossigny@developpement-durable.gouv.fr">pascal.rossigny@developpement-durable.gouv.fr</a> <a href="mailto:andre.horth@developpement-durable.gouv.fr">andre.horth@developpement-durable.gouv.fr</a> <a href="mailto:aymeric.audige@developpement-durable.gouv.fr">aymeric.audige@developpement-durable.gouv.fr</a> <a href="mailto:pauline.saint-venant@developpement-durable.gouv.fr">pauline.saint-venant@developpement-durable.gouv.fr</a>

## 1.2 Titulaire

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG-PI est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. Il est désigné dans l'acte d'engagement (AE).

## Article 2 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre mono-attributaire

### 2.1 Contexte et objet de l'accord-cadre mono-attributaire

La direction de mobilités routières a défini et actualisé les orientations données aux services chargés de la réalisation des opérations de modernisation ou de la gestion du réseau routier national ou chargés de l'entretien et de l'exploitation de ce réseau.

La nécessité d'un dispositif assurant la qualité des opérations routières, précisée dans l'instruction technique du 18 juillet 2022, a été réaffirmée dans l'instruction du gouvernement du 29 avril 2014. Ces instructions figurent en annexe du CCTP.

Les services concernés sont les directions interdépartementales des routes (DIR) pour l'ensemble de leurs activités, les services de maîtrise d'ouvrage des infrastructures routières en DREAL, et pour partie, les services des DREAL qui concourent à cette mission, principalement au titre des processus support ou de management.

Au-delà des plans qualité ainsi rendus obligatoires pour les opérations routières, les services concernés, DIR et DREAL, ont mis en place des systèmes de management de/par la qualité (SMQ) qui couvrent l'essentiel des activités routières et dont le département de TEDET, pour le compte de la DMR, assure l'animation et l'évaluation. Le département de TEDET s'est lui-même doté d'un SMQ à partir de 2022.

Des auditeurs ont été ainsi formés au sein de TEDET et dans les différents services pour mener, tout au moins pour partie, les audits internes et les responsables d'assurance qualité (RAQ) ont également été formés et accompagnés dans les démarches d'amélioration des plans qualités des services, permettant ainsi de mener les actions récurrentes induites par l'existence du SMQ.

Un réseau des responsables et animateurs qualité en DIR se réunit régulièrement. Il est piloté par un directeur adjoint de DIR. Ce réseau a vocation à partager les expériences de chaque DIR, de progresser collectivement dans les démarches qualité en traitant des problématiques communes.

Le département TEDET participe à l'animation de ce réseau. TEDET rappelle les orientations de la politique qualité et s'appuie sur ce réseau pour recueillir les éléments lui permettant d'actualiser la politique qualité de la DMR.

Le réseau se réunit en moyenne quatre fois par an et organise en tant que de besoin des séances de travail spécifiques.

Le réseau des responsables qualité en DREAL a sensiblement les mêmes missions que le réseau des responsables qualité en DIR, son périmètre s'étend néanmoins au-delà du seul champ d'activités de la maîtrise d'ouvrage routière. Il est piloté par le secrétariat général du ministère, sous-direction de la stratégie de transformation et de l'animation des réseaux au sein du STMAR.

TEDET y participe en tant que de besoin.

L'accord-cadre mono-attributaire porte sur des prestations d'assistance, de conseil, de maintien ou de développement des compétences en matière de démarche qualité ou plus généralement de management dans le champ de compétence de la direction des mobilités routières ce qui comprend :

- L'assistance au département de TEDET pour le déploiement de son propre SMQ,
- L'appui aux acteurs de cette politique qualité en services déconcentrés (DIR et DREAL) ;
- Un appui aux démarches relatives à la performance environnementale (ISO 14001) et à celles en faveur de la sécurité et de la santé au travail (ISO 45001) en complément de l'assistance aux démarches de management de/par la qualité (ISO 9001).

- L'acquisition, l'actualisation et le développement des compétences des acteurs de cette politique (TEDET au sein de la DMR ou acteurs en services déconcentrés) ;
- La formation des personnels concernés, pilotes de processus ou auditeurs ;
- Des prestations de conseil ou des investigations dans le champ de l'amélioration du management, avec par exemple l'évaluation de la performance, la gestion de projet, le « lean management ».

Le détail des prestations susmentionnées figure dans le cahier des clauses techniques particulière (CCTP).

L'accord-cadre mono-attributaire porte sur des prestations intellectuelles.

Codes nomenclature CPV et GM :

Code CPV (principal) : 79411000 : Services de conseil en gestion générale

Code GM (principal) : 40.01.08 : Etude à caractère général

## 2.2 Allotissement

Conformément aux articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du Code de la commande publique l'accord-cadre mono-attributaire n'est pas alloti. L'allotissement rendrait plus difficile la mission d'assistance, qui porte sur des prestations homogènes en volume relativement restreint et nécessitent une unité de traitement de services qui fonctionnent en réseau pour leurs démarches qualité.

## 2.3 Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

Il s'exécute au moyen de l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre mono-attributaire est conclu sans montant minimum.

Le montant maximal de l'accord-cadre mono-attributaire, sur toute sa durée, est fixé à 200 000 € HT. Ce montant maximal correspond à environ 1,25 fois son montant estimatif.

Le présent accord-cadre mono-attributaire cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## 2.4 Durée de l'accord-cadre mono-attributaire

L'accord-cadre mono-attributaire est conclu pour une durée de 12 mois.

La durée de l'accord-cadre mono-attributaire court à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre mono-attributaire est reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois chacune, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur doit en informer au moins deux mois avant la date anniversaire de reconduction sa décision de ne pas poursuivre l'accord-cadre mono-attributaire. Cet envoi doit passer par la plateforme PLACE.

Le titulaire ne peut prétendre à une quelconque compensation en cas de non reconduction.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre mono-attributaire ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Conformément à l'article 3.2.2 du CCAG PI, « Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. »

## 2.5 Fractionnement des prestations

L'accord-cadre mono-attributaire ne comporte pas de tranches.

## 2.6 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations s'effectuent pour l'essentiel en visioconférence et pour celles qui sont en présentiel elles ont lieu le plus souvent dans les locaux du ministère sur le site de La Défense, à l'adresse suivante :

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD)  
Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités (DGITM)  
Direction des Mobilités Routières (DMR)  
Département de la Transition Ecologique, de la Doctrine et de l'Expertise Technique (TEDET)  
Tour Séquoia  
1 Place Carpeaux  
92055 La Défense Cedex

Les prestations s'effectuent marginalement dans :

- Les services de formation du ministère (centres de valorisation des ressources humaines – CVRH) situés à Aix-en-Provence, Arras, Clermont-Ferrand, Mâcon, Nancy, Nantes, Paris, Rouen, Toulouse, Tours (liste des CVRH en annexe du CCTP)
- Ou dans les sièges des services déconcentrés à savoir les DIR ou les DREAL. (liste des DIR et des DREAL en annexe du CCTP)

## 2.7 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre mono-attributaire sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021 (CCAG-PI) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## 2.8 Marchés de prestations similaires

Sans objet

## Article 3 - Considérations sociales

Le présent accord-cadre mono-attributaire ne comprend pas de considérations sociales.

## Article 4 - Considérations environnementales

### Communication du BEGES :

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé du titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES (bilan émissions de gaz à effet de serre) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

### Clause relative au partage de documents :

La production des livrables produit par le titulaire est mise à la disposition de l'acheteur par le moyen le plus « propre » possible : format dématérialisé, compressé au maximum, espace de travail collaboratif, si impression obligatoire garantie de l'usage de papiers recyclé ou éco-labellisé, etc.

### Clause relative aux déplacements :

Les déplacements du titulaire prévus pour les prestations doivent privilégier le recours aux transports en commun. Le choix des lieux de réunion proposé par le titulaire sont accessibles en transports en commun.

### Clause sobriété numérique :

Il est demandé au titulaire d'appliquer la Politique « Green IT » de démarche continue de réduction des impacts provoqués par l'utilisation des technologies numériques (notamment gestion des courriels raisonnée, recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché) et de former l'équipe dédiée à l'exécution des prestations sur le sujet.

## Article 5 - Traitement de données à caractère personnel

Sans objet



## Article 6 - Conditions d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire

### 6.1 Emission et exécution des bons de commande

La présente consultation donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification au titulaire.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise en outre notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- Les coordonnées du bénéficiaire (SIRET de l'Etat : 11000201100044)
- La date d'émission du bon de commande
- Le numéro de l'accord-cadre mono-attributaire
- Le code du service exécutant (FAC9450075)
- La désignation et la quantité des prestations commandées
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande

Le bon de commande peut désigner un responsable des prestations, différent du représentant du pouvoir adjudicateur. Les décisions prises et les notifications effectuées par ce responsable des prestations dudit bon de commande sont réputées faites au nom du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mono-attributaire, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre mono-attributaire ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

## **Prestations sur devis (§ 3.2 et 3.3 du CCTP)**

Lorsque l'établissement du bon de commande nécessite une évaluation du titulaire (§ 3.3 du CCTP), le représentant du pouvoir adjudicateur soumet au titulaire une description sommaire des prestations à réaliser accompagnée des documents et informations permettant d'éclairer le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour soumettre au représentant du pouvoir adjudicateur sa proposition, qui comprend une évaluation financière basée sur le bordereau des prix unitaires et justifiée par une description détaillée de la méthodologie et des moyens que le titulaire propose de mettre en œuvre pour réaliser la prestation, y compris la période de préparation nécessaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, après examen de la proposition du titulaire, rectifier les conditions d'exécution des prestations.

## **6.2 Représentation des parties**

### ***6.2.1 Représentation de l'acheteur***

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre mono-attributaire.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

### ***6.2.2 Représentation du titulaire, composition de l'équipe et remplacement des intervenants***

Se référer à l'article 4.5 du CCTP du présent accord-cadre mono-attributaire

## **6.3 Assistance technique pour le pilotage des prestations**

Le titulaire s'engage notamment à informer régulièrement le pouvoir adjudicateur ou son représentant de l'état d'avancement des prestations.

La prestation d'assistance au pilotage de la mission est définie sur le plan technique à l'article 3.1 du CCTP. Elle comprend notamment la tenue à jour à l'occasion de chaque réunion de la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant, complétée par leur avancement physique et financier, ainsi que par la liste des livrables déjà remis.

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire.

## **6.4 Exigences relatives aux prestations**

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre mono-attributaire. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

## 6.5 Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations sont proposés dans les devis et précisés dans les bons de commande.

### Livrables : échange, relecture et livraison

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation des délais d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

Les livrables sont remis dans les conditions exposées à l'article 4.1 du CCTP. Ces conditions peuvent être modifiées, le cas échéant, avec l'accord des parties lors de l'établissement du bon de commande.

### Prestations de formations (§ 3.2 du CCTP)

Si dans les 15 jours ouvrés avant la date prévue pour la formation, le nombre de stagiaires est insuffisant, il peut être procédé soit à un report de la prestation à une date établie en concertation avec le titulaire, soit à une annulation de la prestation.

En cas d'annulation, aucune indemnité n'est due.

## 6.6 Obligations du titulaire

### *6.6.1 Obligation de conseil*

Le titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre mono-attributaire pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre mono-attributaire qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

### *6.6.2 Obligation d'information*

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, l'acheteur veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire. Il est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

## 6.7 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-

traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui leur auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par les titulaires peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre mono-attributaire aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre mono-attributaire de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **6.8 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Les titulaires doivent faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire (ou de ses sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui. Le titulaire doit être informé 15 jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de 6 mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre mono-attributaire, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données ont été respectées (en application de l'article 31 du CCAG-PI).

## **6.9 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens leur permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui leur incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre mono-attributaire. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mono-attributaire mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire.

## **6.10 Valorisation des ordres de services**

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-PI, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

## **6.11 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

## **6.12 Conflit d'intérêts**

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

La non déclaration comme la survenance d'une situation de conflit d'intérêts, en cours d'exécution, peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre mono-attributaire (cf. article « Résiliation » du présent CCAP)

## **6.13 Garanties**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

## **6.14 Clause de réexamen**

Sans objet.

## **6.15 Primes**

Sans objet.

## **6.16 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant peut exécuter toutes les tâches.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement ou d'un co-traitant, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le co-contractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur considère que les toutes les tâches peuvent faire l'objet de sous-traitance.

## Article 7 - Régime financier

### 7.1 Forme et contenu des prix

L'accord-cadre mono-attributaire est conclu à prix unitaires tels que mentionnés dans le bordereau des prix unitaires.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais incluant :

- Taxes et sujétions liés à la bonne exécution des prestations, y compris et sans que cette liste ne soit exhaustive : les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre, les réunions (préparation, participation et comptes rendus), la rédaction des livrables et toutes sujétions afférentes ;
- La cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature, sauf stipulation contraire à l'article du présent CCAP relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Le suivi contractuel.

Les prix mentionnés correspondent au parfait achèvement des prestations mentionnées dans le CCTP.

### 7.2 Variation des prix

Les prix du présent accord-cadre mono-attributaire sont fermes et non actualisables.

### 7.3 Avances

En application des articles R.2191-3 à R.2191-11 du Code de la Commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance lorsque les bons de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre mono-attributaire respectent les deux conditions cumulatives suivantes :

- Montant supérieur à 50 000 € HT
- Durée d'exécution supérieure à 2 mois

Le montant de l'avance est fixé à 5 % ou, le cas échéant, à 30 % pour les petites et moyennes entreprises, du montant initial du marché toutes taxes comprises sur la part de chaque commanditaire.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part de l'accord-cadre mono-attributaire qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre mono-attributaire atteint ou dépasse 65 % du montant TTC du bon de commande.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule expressément sa renonciation sur l'acte d'engagement.

## 7.4 Modalités financières

### 7.4.1 Répartition des paiements et suivi financier

La périodicité des acomptes est fixée à **trois mois au maximum par bon de commande**.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Les demandes de paiements des prestations de l'accord-cadre de l'accord-cadre mono-attributaire interviennent lorsque les prestations prévues par les bons de commande notifiés ont été exécutées.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre de l'accord-cadre mono-attributaire en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué dans l'acte d'engagement. Les paiements s'effectuent, à terme échu, après constat de service fait dans les conditions précisées au présent CCAP.

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre mono-attributaire, le titulaire est tenu de :

- Produire un état de la consommation, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 15 jours à compter de cette demande ;
- Alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 90 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

L'avancement des prestations doit préalablement être accepté par le département TEDET, chargé du suivi de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, avant toute émission d'une demande de paiement.

### 7.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

### 7.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date (inclusive) de mise en paiement du principal et

sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel  
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud  
92 055 - LA DEFENSE Cedex

## 7.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

### 7.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et l'objet de l'accord-cadre mono-attributaire ;
- La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- Le code SIRET de l'Etat : 11000201100044 ;
- Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : FAC9450075
- Une description sommaire des prestations effectuées ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire des prestations ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au titulaire par le service facturier.

### 7.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Dans l'hypothèse où le candidat n'est pas soumis à la TVA en France ou est soumis à une TVA réduite ou exonéré de TVA, celui-ci annexe aux documents financiers produits au titre de son offre, une note justifiant du régime fiscal lui étant applicable dans le cadre de l'exécution du marché.



### 7.5.3 Monnaies

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

## 7.6 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures.

### 1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit:

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures ;

### 2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### 3) Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

## 7.7 Nantissement et cession de l'accord-cadre mono-attributaire

L'accord-cadre mono-attributaire peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original de l'accord-cadre mono-attributaire revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis par le l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre mono-attributaire.

## Article 8 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre mono-attributaire aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

### 8.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations (productions écrites : rapports d'audits, études, ...)

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du cahier des clauses administratives générales appliquées aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI). Il est fait application de la formule suivante :

$$P=V*R/40$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur des prix prestations hors taxe figurant sur le bon de commande
- R = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard les pénalités de retard sont plafonnées à 30% du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'y a pas de seuil d'exonération des pénalités de retard.

## 8.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations (réunions, formations)

Lorsque les prestations impliquent la participation à une réunion d'un groupe de travail, la réalisation d'une formation, les dates et horaires correspondants sont fixés préalablement en concertation avec le titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du cahier des clauses administratives générales appliquées aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), en cas de non-respect des dates et horaires du fait exclusif du titulaire, sauf cas de force majeure (y compris les grèves liées au transport), des pénalités de 100 euros **par heure de retard** peuvent être appliquées sur décision du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard les pénalités de retard sont plafonnées à 30% du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'y a pas de seuil d'exonération des pénalités de retard.

## 8.3 Pénalités liées aux obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation de ces obligations, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 14.2 du CCAG-PI.

## 8.4 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de non-respect d'une des mesures environnementales présentées dans son offre, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement.

# Article 9 - Régime des droits de propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

## 9.1 Régime des droits de propriété intellectuelle appliquée aux études

Compte tenu de leur nature et conformément aux dispositions de l'article 35.2.1 du CCAG PI, les résultats du présent accord-cadre mono-attributaire pour les études liées à l'assistance aux démarches qualité font l'objet d'une cession à titre exclusif.

Le titulaire ne peut en aucun cas utiliser à titre personnel ou pour le compte de tiers, directement ou indirectement, en tout ou partie et pour quelque motif que ce soit, les résultats obtenus par la réalisation de l'objet de l'accord-cadre mono-attributaire quels qu'en soient la forme, la présentation et le contenu.

## 9.2 Régime des droits de propriété intellectuelle appliqué aux supports de formation

S'agissant des supports de formation, il est fait application des dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

Le titulaire concède au représentant du pouvoir adjudicateur au titre de l'accord-cadre mono-attributaire, le droit d'utiliser librement les documents pédagogiques qu'il a réalisés.

L'administration ne peut utiliser les documentations et supports pédagogiques des prestations de formation que pour ses besoins propres.

Elle n'acquiert pas du fait de l'accord-cadre mono-attributaire la propriété des méthodes et du savoir-faire du titulaire.

Le titulaire déclare qu'il dispose sur les documents pédagogiques qu'il distribue dans le cadre de sa mission, des prérogatives relatives aux droits d'auteur sur une œuvre de l'esprit conformes au code de la propriété intellectuelle. À défaut, il déclare avoir obtenu de l'auteur l'autorisation expresse d'utilisation et/ou de reproduction.

## Article 10 - Dispositions diverses

### 10.1 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> (nouveau formulaire au 01/01/2024)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

L'acheteur n'exige pas certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire et toutes les tâches peuvent être sous-traitées.

### 10.2 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre mono-attributaire et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre mono-attributaire .

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### 10.3 Autres obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par messagerie électronique.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent accord-cadre mono-attributaire (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

### 10.4 Changement affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre mono-attributaire doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

### 10.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre mono-attributaire dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Conformément au chapitre 7 du CCAG-PI, l'acheteur peut en outre résilier l'accord-cadre mono-attributaire pour faute du titulaire, en cas de manquement grave et répété par le titulaire ou son sous-traitant, en cas de manquement aux obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre mono-attributaire.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-PI, l'accord-cadre mono-attributaire peut être résilié pour les motifs suivants : non déclaration d'un conflit d'intérêts, survenance d'une situation de conflit d'intérêts.

L'accord-cadre mono-attributaire peut être résilié pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre mono-attributaire, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue à l'accord-cadre mono-attributaire sous réserve de la réception des résultats concerné et de leur paiement.

## **10.6 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre mono-attributaire par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre mono-attributaire par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre mono-attributaire.

Toute modification de la durée de l'accord-cadre mono-attributaire ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'accord-cadre mono-attributaire à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un accord-cadre mono-attributaire de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

#### Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre mono-attributaire. Toute modification de la durée de l'accord-cadre mono-attributaire ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre mono-attributaire ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

#### Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre mono-attributaire. Toute modification de la durée de l'accord-cadre mono-attributaire ne peut résulter que d'un avenant.

### Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre mono-attributaire du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre mono-attributaire sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, il doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

### Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent.

## **10.7 Différends**

Le titulaire et l'acheteur s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre mono-attributaire ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, ils peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.



## 10.8 Litiges et contentieux

Tout litige dans le cadre du présent accord-cadre mono-attributaire est soumis au :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 322  
95027 CERGY-PONTOISE Cedex  
Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59  
Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

## Article 11 - Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de public

### 11.1 Evaluation sur la qualité du service rendu

Le titulaire est évalué par le Pouvoir Adjudicateur au terme du présent accord-cadre mono-attributaire sur l'ensemble des prestations.

Cette évaluation est effectuée sur la base de la fiche d'évaluation annexée au présent CCAP.

Sur décision du Pouvoir Adjudicateur, cette évaluation peut faire l'objet d'une publication sans préjudice du secret des affaires et du droit au respect de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs et notamment des dispositions du code des relations entre le public et l'administration et de la doctrine de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

### 11.2 Capitalisation

Le titulaire assure les transferts de compétences et les actions de sensibilisation nécessaires vers le service en charge de l'exécution de la prestation afin d'assurer la maîtrise et la bonne application de celles-ci. Ces transferts de compétences visent à ce que les agents en bénéficiant soient en capacité de répliquer seuls ces techniques et pérenniser la démarche engagée.

Dans ce contexte, un support numérique comportant l'intégralité des productions (intermédiaires et finales) de l'ensemble de la mission est remis à TEDET à l'issue de l'accord-cadre mono-attributaire. Le prix de ce livrable de capitalisation est compris dans le prix des livrables intermédiaires et ne fait pas l'objet d'un bon de commande spécifique.

### 11.3 Identification du titulaire

Le service responsable du pilotage de la prestation s'engage à ne pas fournir aux intervenants du titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

Le titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-

équivoque.

## 11.4 Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration

Le titulaire a interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- De cette information ;
- De la prestation de conseil réalisée ;
- Du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

## 11.5 Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics

La charte de déontologie rappelle les obligations auxquelles sont tenus les agents publics, notamment en termes de neutralité, de probité et d'intégrité. Celles-ci s'appliquent également dans les relations qu'entretiennent les agents publics vis-à-vis des consultants.

Elle est accessible au lien suivant :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0033286&reqId=f12145ef-6aad-4621-aa3e-d18a1f6ec5f1&pos=11>

## 11.6 L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR

Le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT) est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

## Article 12 - Annexes

Annexe CCAP	Fiche d'évaluation d'un accord-cadre de prestations intellectuelles
Annexe RC	Cadre de réponse « Mémoire technique » (+ cas pratiques)
<i>Annexes au CCTP</i>	
Annexe 1	Instruction gouvernementale du 29 avril 2014
Annexe 2	Instruction technique qualité du 18 juillet 2022
Annexe 3	Instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le RRN du 14 juin 2024 – Partie 5. relative à la qualité et à la maîtrise technique des projets
Annexe 4	SMQ de TEDET, processus P6 « Animer les démarches qualités des services déconcentrés »
Annexe 5	Liste des centres de valorisation des ressources humaines (CVRH)
Annexe 6	Liste des services déconcentrés : DIR et DREAL

## Article 13 - Dérogations au CCAG-PI

- ✓ L'article 6.2.2 du présent CCAP renvoyant à l'article 4.2 du CCTP déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG-PI
- ✓ L'article 6.10 du présent CCAP déroge à l'article 23 du CCAG-PI
- ✓ L'article .8.1 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI
- ✓ L'article .8.2 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI